



LA FISCALITÉ DES ASSOCIATIONS ET DES FONDATIONS

Fiscalité et non-lucrativité ne sont pas antagonistes. Ainsi, la question de la fiscalité d'une association ou d'une fondation se pose périodiquement, à la fois au regard des nouvelles activités, des regroupements des structures, de la concurrence et de l'évolution de la réglementation. Aussi, les associations et les fondations doivent-elles réfléchir au régime fiscal le plus adapté, en référence aux valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Cette formation permettra aux participants, dans un premier temps, de s'assurer de leur conformité au regard de l'assujettissement ou de l'exonération aux impôts commerciaux, de leurs activités, d'éclairer leur décision face à de nouveaux enjeux de leur organisme, puis d'appréhender les coûts réels d'une fiscalisation totale ou partielle des activités.

Le programme fait référence au BOFIP régulièrement mis à jour depuis septembre 2012. Il est également à jour des derniers textes et jurisprudences parus au jour de la formation.

OBJECTIFS

- Comprendre et maîtriser le cadre de la fiscalité des associations et fondations : ce qu'il ne faut pas faire
- Démystifier et distinguer : lucrativité et gestion désintéressée, activité concurrentielle et activité taxable, impôts commerciaux et impôts patrimoniaux
- Actualiser les connaissances sur les impôts dus par tous les organismes
- Analyser les éléments contribuant à la prise de décision quant à la fiscalisation totale ou partielle

CONTENU

Situation de l'organisme face à la lucrativité

Les critères d'une gestion désintéressée : la gouvernance, les résultats procurés par l'activité

L'analyse de l'activité au regard des critères fiscaux et la règle des « 4 P » : caractéristiques d'une activité taxable

Fiscalité commune à tous les organismes, lucratifs ou non

Impôts liés à l'emploi de salariés : rappels

Impôts liés à la détention d'immeubles : taxe foncière, taxe sur les locaux à usage de bureaux ou commerciaux

Fiscalité des organismes non lucratifs

Impôts liés à l'utilisation de locaux : taxe d'habitation

Impôts sur les revenus du patrimoine : les revenus des immeubles et les revenus financiers

Impôts liés à l'emploi de salariés : taxe sur les salaires

Fiscalité des organismes lucratifs

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : les exonérations, le régime des subventions, le coefficient de déduction, les mises à disposition

Impôts sur les bénéfices

Contribution Économique Territoriale (CET)

Taxe d'apprentissage

Situation des organismes mixtes : coexistence d'activités commerciales et d'activités non commerciales

Sectorisation

Filialisation

Franchise des impôts commerciaux

Dons et mécénat ouvrant droit à réduction d'impôts

Risques liés au non-respect des dispositions légales

Contrôle sur place de la délivrance des reçus fiscaux



5 juin 2019



Paris



316 €
par personne



1 jour

01 53 98 95 03 – formation@fehapp.fr

Prérequis

Connaissance du secteur privé non lucratif

PUBLICS

- Directeurs
- Directeurs-adjoints
- Directeurs et responsables administratifs et financiers
- Administrateurs

MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Pédagogie interactive alternant :

- exposés et apports théoriques et méthodologiques
- exercices et études de cas
- échanges

INTERVENANTS

- Expert-comptable, commissaire aux comptes spécialiste des questions fiscales dans le secteur privé non lucratif